



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Déclaration FSU-CAEN 4 mars 2025

Le choc de la préparation de rentrée chez nombre de nos collègues des écoles, collèges et lycées de l'académie est à la mesure des malentendus issus de l'annonce fin décembre de la suppression des 4000 emplois supprimés dans l'Education au niveau national. Suppression ou pas, le sort réservé à l'éducation nationale ne varie pas: demander aux agents de faire plus avec moins. Dans un contexte de dégradation continue des conditions d'enseignement, source de grande souffrance au travail et de vives tensions dans de nombreuses communautés éducatives, beaucoup de nos collègues ont espéré une année de répit. Or, c'est tout le contraire qui se dessine : 127 suppressions d'emplois dans le premier degré dans l'académie sur 470, soit en prévision 147 fermetures de classes dans le Pas-de-Calais, 239 dans le Nord, soit 40% des suppressions nationales. Les collèges et les lycées paient également un lourd tribut avec respectivement 106 et 69 suppressions d'emplois au niveau académique. Cela se traduira par de très nombreux compléments de service et des suppressions de postes, dégradant encore les conditions de travail des personnels. Si nous notons la création de 6 postes de CPE (même si cela n'est pas à la hauteur des besoins), nous regrettons la suppression de 7 emplois administratifs, soit 175 depuis 2013. De même rien n'est envisagé coté AED pour venir renforcer les vies scolaires. Là aussi nos élèves ont besoin d'attention, d'écoute, encadrement en dehors de la classe.

Certes, vous nous objecterez la baisse démographique. Nous vous rappellerons, pour notre part, les conditions socio-économiques de l'académie qui ne cessent de se dégrader. La pauvreté a augmenté ces dernières années encore plus vite dans la région qu'au niveau national et elle se situe à 17,4%, soit 2,5 points au-dessus de la moyenne nationale. La région Hauts de France est bien la plus pauvre de France. La précarité énergétique se situe à 15% contre 12% l'an dernier. Le nombre d'élèves sans domicile fixe ou sans domicile du tout explose : ce sont nos élèves. Nous n'ajouterons pas la précarité alimentaire ou la précarité en matière de santé...la liste est longue et vous la connaissez aussi bien que nous. C'est donc la double peine pour les élèves et les personnels de l'académie: désindustrialisation, pauvreté, départ vers d'autres régions pour les familles qui le peuvent, moins d'enfants à naître... et donc moins de moyens pour l'éducation de ceux qui restent, y compris en Education Prioritaire. Pour la FSU, il faudrait au contraire profiter de la baisse démographique pour améliorer significativement les conditions et l'offre d'enseignement. Maintenir et améliorer partout les taux d'encadrement renforcerait l'école publique face à un réseau privé sous contrat qui profite de son affaiblissement, et permettrait d'échapper à une conception de la mixité scolaire qui ne reposerait sur la concurrence et la responsabilité des équipes. Nous sommes encore loin des moyennes des pays de l'OCDE pour les écoles et les collèges. Par ailleurs, l'argument démographique n'a pas été pris en compte de la même façon les dernières années de hausse démographique dans le second degré...puisque'il aurait fallu créer des postes alors que plus de 1200 emplois ont été supprimés depuis 2018. Ajoutons que les collèges en Education Prioritaire sont les plus ciblés puisque depuis 2017, le nombre d'élèves par classe y a augmenté plus que dans les collèges ordinaires. Par ailleurs, les élèves en ulis ne sont pas comptabilisés ni les élèves allophones hors UP2A. A cela s'ajoutent les difficultés de remplacement : des établissements restent des semaines durant sans remplaçant.e y compris pour des classes en examen. Et dans les écoles, la fusion prévue des postes de BD est un mauvais signe envoyé sur cette question du remplacement.

Le choc des savoirs quant à lui contribue à augmenter le tri social et la difficulté scolaire tout en mordant fortement sur les moyens des collèges.

En ce qui concerne l'offre de formation en lycée professionnel, la FSU remercie l'Etat et la Région pour l'ajout de la carte des formations professionnelles à l'ordre du jour de ce CAEN. Depuis la loi de 2019 sur l'avenir pro, la carte des formations professionnelles ne prend pas en compte les formations par apprentissage. Il est donc difficile d'avoir une vision réelle à court et moyen termes quand d'autres formations concurrentes privées peuvent voir le jour et ce sans de réels contrôles de l'Etat sur leur qualité.

Pour la carte étudiée, la FSU salue la préservation des filières industrielles bien que celle-ci soit davantage motivée par les besoins du marché du travail local que par les aspirations des étudiant·es à rejoindre des métiers encore trop souvent sous-payés et aux conditions de travail difficiles. Les colorations "nucléaire" à titre d'exemple démontrent d'ailleurs bien cet adéquationisme.

Par contre, les filières tertiaires sont à nouveau touchées par des suppressions de demie-sections de BTS, à quelques élèves près : les conditions d'apprentissage pour des étudiant.es souvent fragiles seront d'autant plus compliquées.

Dans les lycées professionnels, les propos de la Ministre sur la poursuite de la mise en œuvre de la réforme de la voie professionnelle ne sont pas de nature à calmer les inquiétudes des collègues. Les évolutions prévues pour les cartes des formations de 2025 à 2027 sont inquiétantes. Alors que plus d'élèves sont attendu·es dans la voie professionnelle, il n'y a que 11 propositions d'ouvertures/augmentation de capacités en bac pro ou CAP 2 ans, formations au cœur des LP. La Région Académique fait le choix de privilégier les colorations de diplômes (56) laissant apparaître une volonté politique d'adaptation à court terme des formations aux besoins locaux de recrutements sans perspective ni investissement sur les métiers nécessaires à la réindustrialisation, la transition écologique, l'accompagnement aux personnes, etc. Sur la mise en place du parcours différencié en terminale bac pro, de nombreuses questions persistent pour les élèves qui choisiront l'insertion professionnelle (accès aux stages, gratification FPMP, ...) comme pour ceux qui choisiront le parcours "poursuite d'étude" pour lequel il est renvoyé aux équipes pluridisciplinaires de créer les contenus, faute de programme. La FSU continue de demander l'abrogation du parcours différencié en terminale professionnelle et le retour des examens ponctuels en juin.

En lycée général et technologique, peu de changements quant à la carte des formations : les demandes d'ouvertures, dès lors qu'elles sont cohérentes avec l'offre de formation existante dans l'établissement et dans le bassin, sont acceptées, mais il s'agit bien souvent d'un cadeau empoisonné. Par exemple, la multiplication des spécialités dans la voie générale au sein d'un établissement élargie certes les possibilités de choix d'orientation pour les élèves, mais devient un casse-tête à financer. Dans la voie technologique, les séries STL et STI2D sont toujours en difficulté, malgré des ouvertures chaque année et un volontarisme affiché du rectorat. Ce volontarisme ne doit pas faire oublier les autres séries de cette même voie qui ont la particularité d'accueillir un public socialement et scolairement fragile voire défavorisé et qui demande de vrais moyens pour accompagner sa réussite.

Le lycée continue de souffrir des réformes Blanquer, du bac et de parcoursup dont nous demandons plus que jamais la mise à plat et un bilan approfondi. Tous les jours nous constatons les dégâts considérables causés par ces réformes néfastes pour la qualité de l'enseignement proposé aux jeunes de notre pays. En ce qui concerne l'offre linguistique, nous ne pouvons que rappeler les effets des réformes du collège et du lycée, tant pour les LV2 ou les LVC qui ont entraîné une forte diminution de la diversité et un effondrement de 20 à 60% des effectifs des LVC. Nous tenons également à souligner les ruptures de LV pour les élèves en LP et également en BTS, faute de moyens. Mais probablement que le MEN considère que ce n'est pas une question ou qu'il envisage de remplacer les personnels par l'IA.

Nos inquiétudes restent fortes concernant la pérennité de nombreux BTS en formation initiale qui continuent

d'être concurrencés par des dispositifs d'apprentissage dont tout le monde aujourd'hui voit les limites et les dérives ; pour preuve la prise de conscience par l'Etat du coût considérable des aides aux entreprises qu'il nécessite. Nous continuons de croire que les BTS en formation initiale par leur nombre conséquent de semaines de stage sont un bon moyen de préparer à l'insertion professionnelle et que pour financer les études de nos jeunes, des bourses et des allocations étudiantes revalorisées seraient bien plus efficaces. L'éducation nationale ne va pas bien, ses métiers, dévalorisés, ne sont plus attractifs, ses personnels sont démotivés et en perte de sens. La colère reste grande. Notre 6ème ministre en deux ans va-t-elle enfin en prendre conscience ?

Pour toutes ces raisons , la FSU appelle à un plan d'actions : grève dans les écoles du Pas-de-Calais ce mardi, vote contre les répartitions de moyens dans les CA des collèges et lycées, rassemblements intersyndicaux à Lille, Dunkerque, Calais, Arras le mercredi 12 mars.

Pour terminer par la question du décrochage , elle est pour nous est très étroitement liée à tout ce qui précède. Si nous comprenons bien la nécessité d'un cadre officiel à la définition du décrochage , il commence bien avant 16 ans. Les insuffisances en matière de structures spécialisées , Segpa, Ulis , UP2EA etc..., les insuffisances en matière d'accompagnement par des AESH , les défaillances de l'inclusion, les effectifs , le nombre insuffisant d'AS, de CPE, d'IDE.... tout cela contribue à une forme de décrochage qui peut arriver très tôt dans la scolarité. Les GPDS font malheureusement très souvent un constat d'impuissance face à de graves difficultés scolaires, sociales , de santé etc...Les aménagements proposés ne peuvent apporter de solutions pérennes. Dans d'autres cas , c'est l'éloignement lié à la solution proposée qui la rend caduque pour le jeune. Par ailleurs , les MLDS ont vu leurs moyens baisser par exemple pour les parcours langue seconde alors que les besoins sont importants. Et inversement , des jeunes comme ceux du Collectif des Bois Blancs , francophones pour beaucoup , et qui veulent aller au lycée sont toujours en attente d'une réponse favorable du rectorat. Donc même si des efforts sont faits, les personnels et les équipes font face à de nombreuses difficultés, à un sentiment d'impuissance qui participe à leur souffrance au travail.